

LA DEPECHE PAGE 6

SCIENTIFIQUES N.Z. A MORUROA

Concessions françaises aux exigences néo-zélandaises

Conformément à ce que nous laissons présager quant à la conclusion d'un éventuel accord entre Paris et Wellington relatif aux modalités de la visite prochaine de scientifiques néo-zélandais à Moruroa (nos éditions du 9 et 16 septembre 83), la France aurait accordé de nouvelles concessions à ses visiteurs. C'est du moins ce qu'affirme le ministre des Affaires Étrangères de Nouvelle-Zélande à l'Agence France Presse dont nous reproduisons le texte intégral :

Wellington - La France a assoupli son attitude sur la visite d'une délégation de scientifiques au centre français d'essais nucléaires de l'atoll de Moruroa, a estimé vendredi à Wellington le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Warren Cooper.

Des scientifiques de Nouvelle-Zélande, d'Australie et d'autres pays du Pacifique doivent se rendre sur l'atoll à la fin du mois d'octobre prochain, à l'invitation de la France, pour y contrôler les radiations et autres pollutions provoquées par les essais nucléaires français.

La France avait posé plusieurs conditions jugées «*inacceptables*» par le gouvernement néo-zélandais, à la venue des scientifiques. Elle avait exigé qu'aucun géologue ne vienne sur l'atoll, que les scientifiques n'y séjournent qu'un jour et une nuit, et qu'ils ne prélèvent pas d'échantillons pour des analyses ultérieures.

Selon M. Cooper, les Français devraient accepter la venue d'un géologue, permettre aux spécialistes de rester au moins trois jours à Moruroa et de procéder à leurs expériences. Ces concessions, a ajouté M. Cooper, ont été «*arrachées*» aux Français.

M. Cooper a cependant reconnu devant le Parlement néo-zélandais qu'il était possible que la France s'en prenne au commerce néo-zélandais en Europe si Wellington continue à se plaindre des essais nucléaires à Moruroa.

M. Cooper, qui a dû affronter un feu roulant de questions des députés de l'opposition, à propos de l'attitude du gouvernement néo-zélandais sur le désarmement et les essais nucléaires français, a reconnu que Wellington «*ne pouvait pas brusquer la France*».

M. Cooper a défié l'opposition d'expliquer ce qu'elle ferait si la France décidait d'organiser le blocus des exportations néo-zélandaises en Europe tout en poursuivant ses essais nucléaires. «*Ce n'est pas une hypothèse, c'est une possibilité*», a-t-il souligné.

L'organisation écologiste internationale «*Greenpeace*» a attaqué le gouvernement néo-zélandais, l'accusant de permettre aux navires de guerre français de mouiller en Nouvelle-Zélande alors que les essais se poursuivent sur l'atoll.

Le patrouilleur français «*La Dunkerquoise*» mouille actuellement dans les ports néo-zélandais. Selon Greenpeace, Wellington aurait dû interdire à «*La Dunkerquoise*», accusée de participer aux essais nucléaires, de fréquenter les eaux territoriales néo-zélandaises.

LES EXPERTS AUSTRALIENS IRONT A MORUROA

Le gouvernement australien a annoncé dimanche qu'il acceptait l'invitation faite par la France en juin dernier de participer à une visite d'inspection de l'atoll de Moruroa, site des expériences nucléaires françaises dans le Pacifique Sud.

Le ministre australien des affaires étrangères Bill Hayden a annoncé que son pays participerait à la visite de l'atoll (prévue à la fin du mois d'octobre prochain) si un accord satisfaisant était trouvé sur les conditions de l'inspection.

Les conditions posées par Paris à l'inspection de Moruroa par des savants de la région du Pacifique Sud ont d'abord été jugées trop restricti-

ves tant par l'Australie que par la Nouvelle-Zélande. Mais la Nouvelle-Zélande a fait savoir officiellement vendredi que la France avait «*assoupli*» ses conditions : la durée de la mission serait étendue à trois jours, et autorisation serait donnée à des géologues de participer à la mission, et de prélever des échantillons du sous-sol de l'atoll.

M. Hayden a exprimé une nouvelle fois l'opposition de l'Australie aux essais nucléaires français dans le Pacifique, fondée sur son opposition à la course aux armements nucléaires.

La France a procédé cette année à cinq essais nucléaires souterrains à Moruroa.

Communiqué du Haut-Commissaire sur la délégation des scientifiques à Mururoa

Le Haut-Commissaire a tenu hier soir à recevoir la presse écrite pour remettre un communiqué concernant la visite des scientifiques français et étrangers sur l'atoll de Mururoa.

En présentant le communiqué, M. Alain Ohrel a notamment précisé que ce type de mission était sans précédent dans les annales internationales. En effet aucun autre gouvernement, qu'il soit russe ou américain, n'a accepté jusqu'alors que ses installations nucléaires soient visitées par des étrangers.

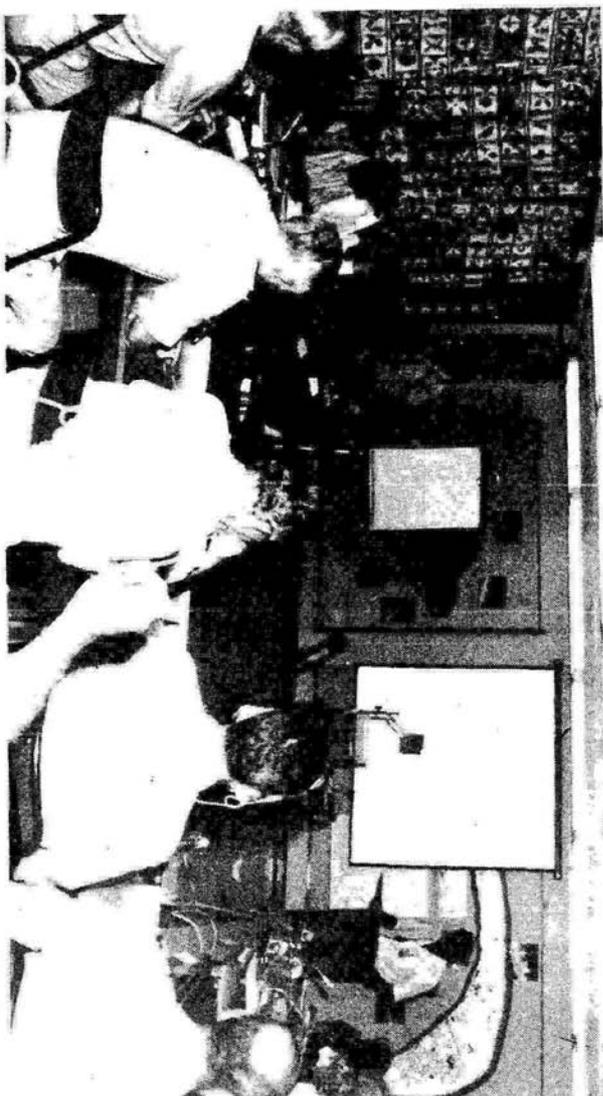
A l'invitation du Président de la République, les Gouvernements de Nouvelle-Zélande, d'Australie et de Papouasie Nouvelle-Guinée ont désigné plusieurs personnalités scientifiques pour une visite d'information à Mururoa. Cette invitation avait été confirmée par M. Mitterrand à l'Assemblée Générale de la République avant terminé en déclarant : « l'espoir que cet exemple sera suivi ».

MM. Atkinson, directeur du laboratoire néo-zélandais de radioactivité de Christchurch, chef de la mission, Mac Evan, physicien de ce laboratoire, les docteurs Davies, géologiste australien, Davy, spécialiste de l'environnement à l'Institut de recherches d'Australie et Hill, professeur de biologie à l'Université de Port-Moresby, sont arrivés à Mururoa le 25 octobre et poursuivirent une visite approfondie du site avec les experts français qui ont été invités par

le ministre de la Défense, MM. Jean Teillac, haut-commissaire à l'Énergie Atomique, Gauthier, inspecteur pour la sécurité nucléaire à l'EDF, Goguel géologue, professeur à l'école supérieure des Mines de Paris et le docteur Jannet, représentant de la France au comité d'études des rayonnements ionisants de l'ONU. Une visite semblable n'avait pas eu lieu depuis 1973.

Celle qui est actuellement en cours se déroule selon les conditions préalablement arrêtées et agréées par les gouvernements intéressés. Elle se partage entre des journées à Mururoa et à Tahiti, conjointement organisées par la direction centrale des essais (CEP), le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) et le haut-commissaire de la République en Polynésie Française.

Ainsi, le séjour à Mururoa



La délégation des scientifiques lors d'une séance de travail à Mururoa.

des scientifiques de ces pays du Pacifique Sud et de leurs collègues français sera-t-il suivi d'un séjour à Tahiti pour leur permettre d'y recueillir tous compléments d'informations souhaitables. C'est ainsi que la visite de certains organismes scientifiques tels que,

— CEA (Énergie renouvelables et laboratoire d'études et de surveillance de l'environnement)

— Institut Malardé, laboratoire de géophysique, Santé publique, ORSTOM et GNECO, sera l'occasion d'ajouter l'éclairage propre à chacun d'eux sur

l'ensemble des problèmes qui intéressent les scientifiques de cette délégation.

Les confrontations de données et les méthodes de travail ont déjà donné lieu à des échanges de vue très constructifs. Les visites et travaux se poursuivront en vue d'assurer une information objective sur les expérimentations, sans oublier, bien sûr, tous les aspects de l'environnement, qu'ils concernent les États représentés ou, plus généralement, l'ensemble du Pacifique Sud.

A la demande des experts français, des échanges d'informa-

tions ont également eu lieu sur les sources de radioactivité artificielle et de pollution qui peuvent affecter le Pacifique Sud, en provenance, en particulier, des États industrialisés qui bordent cet océan. C'est ainsi que les échanges atmosphériques et océaniques entre Pacifique Nord et Pacifique Sud ont été évoqués. L'exploitation de l'abondante collecte d'informations et d'échantillons prélevés sur l'atoll de Mururoa durera plusieurs mois. Elle constituera également une source d'enseignements précieux pour la connaissance des atolls polynésiens et pour leur exploitation future.

Visite de scientifiques étrangers à Mururoa

Le Ministre Bill HAYDEN explique la position de l'Australie

Le ministre australien des Affaires Etrangères, M. Bill Hayden, a remis à la presse, en date du 18 septembre, un communiqué qui explique la position de son pays à l'égard de l'invitation faite par la France d'inspecter l'atoll de Mururoa ainsi que des essais nucléaires de la France dans le Pacifique Sud.

M. Hayden y fait savoir que son gouvernement a décidé d'accepter l'invitation française de participer à une inspection du centre d'essais de Mururoa sous réserve de conclure un accord qui réponde à l'attente des australiens sur les questions de détail, notamment en ce qui concerne les procédures à suivre, l'accès à des prises d'échantillons et les conditions dans lesquelles il est prévu que l'inspection ait lieu.

M. Hayden ne manque pas de mettre en évidence l'importance que revêt une inspection de l'atoll de Mururoa sur le plan écologique quoique cela ne réponde nullement à la préoccupation principale de son gouvernement qui réside dans les expériences elles-mêmes, souci qui est basé selon M. Hayden, sur l'opposition de son pays à la course aux armements ; les tensions et l'instabilité engendrées par cette dernière sur le plan international sont telles que la survie même de l'espèce humaine et de la civilisation sont mises en péril par la destruction qui suivrait inévitablement tout conflit nucléaire. Tout en admettant l'importance de la sécurité et de certains autres aspects des essais nucléaires sur le plan écologique, la préoccupation majeure du gouvernement australien réside dans la poursuite de tous essais nucléaires, quels que soient les Etats concernés ou le lieu où ces expériences se déroulent.

Selon M. Hayden il ne faudra pas trop miser sur l'issue d'une inspection qui ne durera que 3 ou 4 jours. Il convient néanmoins de constater que l'opportunité est ainsi donnée, pour la première fois, de réaliser une

inspection sur les lieux mêmes.

Le fait de ne pas répondre favorablement à cette invitation pourrait être interprété comme une preuve du manque de bonne volonté, de l'incertitude ou du caractère évasif du gouvernement australien face à une préoccupation du grand public, née de la poursuite des essais nucléaires de la France dans le Pacifique, préoccupation qui, si elle n'est pas majeure, n'en demeure pas moins importante. Après avoir examiné cette affaire, le gouvernement australien avait d'abord décidé d'accepter l'offre de la France sous réserve de l'aval des pays membres du Forum du Pacifique Sud. L'Australie devait à cet effet prendre l'initiative de soulever cette question lors des débats. Le Forum, constatant que l'invitation de la France avait été faite sur le plan bilatéral, jugea en définitive qu'il appartenait donc aux gouvernements concernés de donner, chacun en ce qui le concerne, la suite qu'ils jugeaient opportune, aussi, aucune décision n'a été prise

quant à l'aval demandé et on n'est parvenu à aucun consensus si ce n'est une opposition écrasante de la part des pays membres aux essais nucléaires français.

La majorité des membres du Forum s'est montrée favorable cependant à l'invitation faite par la France bien que manquant pour la plupart des moyens technologiques requis pour assurer leur participation active dans le cadre de l'inspection envisagée. La quasi-totalité des membres a exprimé le désir d'être tenu informé des résultats de l'inspection.

M. Hayden a déclaré que ceux ci seront mis à la disposition du public et a souligné enfin à nouveau le fait que son gouvernement reste opposé aux essais nucléaires dans le Pacifique, la région se trouvant ainsi liée, par association, à la course aux armements, exposant ainsi les pays qui s'y trouvent à l'insécurité et l'instabilité qu'elle engendre. (Rewrite Schenck Service).

La Dépêche de Tahiti 30 septembre 1983